



La lettre d' **AFRISTAT**

Bulletin trimestriel d'information

Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne

ISSN 1561-3739

NUMERO 29

JUILLET 2004

EDITORIAL

SOMMAIRE

EDITORIAL1

Les sondages d'opinion, auxiliaires de la démocratie et de la bonne gouvernance en Afrique : intérêt et risques.....2

Nouvelles d'AFRISTAT.....5

Activités de la Direction Générale.....6

Activités internationales....9

Echos des instituts nationaux de statistique..10

Adresses Internet des sites des Etats membres d'AFRISTAT 12

Réunions, ateliers et séminaires à venir.....12

ADRESSE

BP E 1600
Bamako, Mali
Tél. (223) 221 55 00
221 60 73
221 60 71
Fax (223) 221 11 40
E-mail
afristat@afristat.org
Site Internet
www.afristat.org

Le 14 avril 2004, s'est tenue à Brazzaville la 13^{ème} session du Conseil des Ministres d'AFRISTAT. Cette session a porté essentiellement sur la reconstitution des ressources propres de l'Observatoire pour la période 2006-2015. Les décisions et les orientations prises par les représentants des Etats membres augurent de bons résultats. Le respect de ces engagements reste cependant déterminant pour la consolidation des activités menées par AFRISTAT.

Celles-ci, en ce deuxième trimestre de l'année 2004, restent dominées par les appuis apportés aux Etats membres dans le domaine de la construction des systèmes d'information efficaces pour la conception, la mise en œuvre et le suivi/évaluation des stratégies de lutte contre la pauvreté.

Le renforcement des capacités d'intervention d'AFRISTAT, annoncé dans notre dernière livraison, nous autorise à envisager une intensification de notre assistance dans cet important domaine. En effet, en plus du démarrage effectif de la mise en œuvre du projet de suivi régional des DSRP et des OMD supporté par le PNUD, le projet pilote, mis en place par ACBF, le BIT et AFRISTAT et portant sur l'amélioration de la qualité des statistiques du marché du travail, vient également de démarrer. Enfin dans ce domaine, AFRISTAT vient de bénéficier d'un don de la Banque mondiale dans le cadre du Fonds de développement institutionnel en vue du renforcement des capacités des Etats membres pour le suivi et l'évaluation de la pauvreté.

Sur un autre plan, AFRISTAT a poursuivi, avec le concours financier de la France, la création des sites Internet dans les instituts nationaux de statistique des Etats membres. Cette activité fait partie du Programme statistique minimum commun (PROSMIC) des Etats membres en matière de diffusion de l'information statistique dans les conditions qui répondent aux exigences actuelles d'efficacité et de délais. Certes, ces sites n'affichent pas encore tous, les informations attendues, mais ils constituent un point de départ d'actions qui méritent d'être encouragées. Nous invitons les internautes qui consulteront ces sites à faire part aux instituts de statistique de ces Etats ainsi qu'à la Direction générale d'AFRISTAT de toute proposition visant à améliorer ces sites.

Enfin, à quelques mois de la fin du PROSMIC (décembre 2005), la Direction générale a procédé au lancement de l'évaluation de la mise en œuvre de ce programme en même temps qu'elle a entrepris des réflexions sur un prochain cadre de travail pour la période 2006-2010.

Le Directeur Général d'AFRISTAT

Martin BALEPA

Les sondages d'opinion, auxiliaires de la démocratie et de la bonne gouvernance en Afrique : intérêt et risques

par Martin Balépa et Gérard Boris Osbert

AFRISTAT a participé à l'organisation et aux journées du séminaire international sur « Gouvernance, démocratie et lutte contre la pauvreté au Mali : éclairage méthodologique et analytique à partir des résultats de trois projets nationaux », organisé à Bamako, les 11 et 12 juin 2004.

Le présent article résume la communication présentée par le Directeur Général d'AFRISTAT en conclusion de la séance plénière du 12 juin 2004 sur le thème « Les sondages d'opinion, auxiliaires de la démocratie et de la bonne gouvernance en Afrique : intérêt et risques ».

L'intervention d'AFRISTAT se devait d'être critique, dans la mesure où ce type d'enquêtes qualitatives constitue une nouveauté en Afrique, et compte tenu du caractère très sensible des sujets comme la démocratie, la gouvernance et la pauvreté subjective. Le devoir d'AFRISTAT en tant que « référent statistique » était en effet d'attirer l'attention du séminaire sur les risques et les intérêts des enquêtes d'opinion, d'en pondérer les enjeux et de les resituer dans le contexte général du développement statistique au sein de ses Etats membres.

Les sondages d'opinion se sont multipliés dans les pays développés sous la poussée du marketing politique ; même contestables, ils ne peuvent remettre en cause les valeurs dans ces « vieilles démocraties ». Ce n'est pas le cas dans les pays africains où il faut explicitement prendre en compte le niveau d'analphabétisme des populations africaines dans de telles opérations. Faute de quoi, les enquêteurs deviennent de véritables interprètes et ceci comporte des risques sur la valeur des observations et surtout rend les comparaisons temporelles très hasardeuses.

Par ailleurs, la liaison entre le développement et la lutte contre la pauvreté est devenue indispensable. La démocratie et la gouvernance sont aujourd'hui incontournables dans le cadre de la mise en place généralisée des CSLP (Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté) en Afrique : les bailleurs de fonds en font une conditionnalité pour accéder aux initiatives PPTTE (pays pauvres très endettés).

Les modules qualitatifs du type de ceux complémentaires à l'enquête 1-2-3 (appliqués à 7 pays de l'UEMOA dans le cadre du projet PARSTAT entre 2001 et 2003) représentent, pour le statisticien, un nouvel enjeu auquel il sait répondre, mais qu'il doit aussi relativiser et surtout pouvoir encadrer, en privilégiant à chaque fois que cela est possible la primauté des mesures quantitatives.

L'objectif des enquêtes qualitatives est aussi de pouvoir classer et hiérarchiser les priorités d'action. Ainsi, l'ordre de causalité, dans lequel agencer les trois concepts, est sans doute : Moins de pauvreté → plus de démocratie → meilleure gouvernance. D'ailleurs, comme les analyses des résultats le démontrent, les populations interrogées ne s'y sont pas trompées et ont très souvent expliqué les déficits démocratiques par la faiblesse des moyens de leur administration.

Le sondage comme outil de mesure de l'opinion

Les sondages d'opinion font désormais partie de l'existence quotidienne des populations des pays développés, presque de leur univers mental. Il est, en effet, difficile de ne pas évoquer l'un d'eux à l'appui d'une argumentation. N'ayant plus à prouver leur fiabilité lorsqu'il s'agit des intentions de vote, les sondages allient à la maîtrise technique des vertus propres à servir d'auxiliaire de la démocratie : information et éducation des citoyens, aide à la prise de décision et à la sélection des dirigeants, rappel de ces derniers aux réalités, etc.

Il convient de rappeler qu'il existe d'autres modes de consultation des populations au niveau local sur les sujets tels que la pauvreté et la bonne gouvernance. Ces outils de recherche qualitative vont des évaluations participatives de la pauvreté aux études de cas ethnographiques et sociologiques, voire aux enquêtes politiques institutionnelles. Ils aident à rassembler les informations que les enquêtes auprès des ménages ne reflètent pas, notamment les priorités d'action en faveur des pauvres, les facteurs culturels déterminant la pauvreté tels que les rôles respectifs de l'homme et de la femme, les croyances traditionnelles, les facteurs politiques tels que le manque de confiance ou les conflits ; certains facteurs sociaux comme le rôle des réseaux communautaires, etc.

Il n'empêche qu'il convient de rester vigilant sur les conditions mêmes de production des sondages en s'interrogeant sur les postulats qui les sous-tendent : tout le monde a-t-il une opinion sur les questions posées ? Si celles-ci sont pertinentes pour le sondeur, font-elles vraiment l'objet d'un consensus ? Les sondages et les médias qui en publient les résultats sans analyse suffisante, ne risquent-ils pas de « créer l'opinion » ?

Un sondage d'opinion se définit comme « la réalisation d'une enquête, au moyen d'un questionnaire auprès d'un échantillon d'individus afin de proposer une estimation de la répartition de l'opinion de l'ensemble de la population ». L'opinion individuelle est difficile à établir et à circonscrire et à chacun des niveaux de réalisation du sondage, l'objectivité et la valeur des résultats peuvent être mises en cause ; ainsi, l'élaboration du questionnaire pose des difficultés techniques qui risquent de limiter l'approche objective et sans ambiguïté de l'opinion des personnes ; Il apparaît que dans certains cas, le questionnaire peut influencer les réponses et donc modifier sensiblement les résultats du sondage. De même, la représentativité de l'échantillon peut être mal établie, la sélection des individus devant obéir à des règles strictes pour représenter l'univers d'étude. Le passage de l'opinion individuelle à une répartition (en pourcentage) des réponses peut, lorsque les conditions précédentes ne sont pas remplies, porter les germes d'arbitraire.

La non prise en compte des caractéristiques de l'opinion des individus peut modifier "la réalité" des faits mesurés

Sur un sujet donné, tous les individus n'ont pas toujours un jugement ou même une appréciation. Lors de l'interview, la personne qui n'a pas d'opinion réelle (ou qui ne s'est jamais posé la question), préfère fréquemment donner un avis plutôt que d'avouer son indifférence ou la méconnaissance du thème abordé. Les réponses se portent alors dans la catégorie moyenne "assez d'accord", "satisfait moyennement", ce qui entraîne un gonflement des réponses à ces items alors qu'elles devraient se retrouver dans les "sans opinion" ou "ne se prononce pas".

L'opinion est variable dans le temps : selon l'expérience, le vécu des personnes, l'opinion peut être modifiée et même se voir remise en cause à tout moment. Elle est aussi variable selon les conditions dans lesquelles elle s'exprime : l'opinion est différente selon l'interlocuteur. Cet aspect peut parfois poser des problèmes d'évaluation

D'une façon générale, l'opinion individuelle est quelque chose de fragile, de contingent, de non définie au préalable. Il convient donc de bien enregistrer les conditions dans lesquelles les personnes se sont effectivement exprimées,

par rapport aux questions et à quelles dates (saisonnalité).

La formulation du questionnaire peut influencer les résultats

Les questions peuvent être comprises de façons très différentes selon le contexte.

Une formulation supposée très proche ou même synonyme en apparence peut être entendue de façon radicalement différente, selon les personnes interrogées. Dans la question "prenez-vous souvent des vacances?" Le terme "souvent" peut être compris comme une fois par semaine ou une fois par an.

La difficulté d'interprétation peut provenir d'une manipulation plus ou moins intentionnelle des termes employés. Dans la formulation suivante : "En cas d'alternance du pouvoir, (en faveur des libéraux) croyez-vous qu'il faudra dénationaliser?" : On peut croire (penser) que la dénationalisation sera inévitable car cela est cohérent avec une politique libérale. Mais on ne sait pas si on répond à la question : "Etes vous d'accord sur le fait de dénationaliser?" ou bien plutôt à "y aura-t-il dénationalisation?".

Autre exemple, l'insécurité pour les personnes à revenus élevés recouvre le vol, la dégradation de biens alors que pour les personnes à revenus modestes, cela peut plutôt signifier le chômage, la maladie, la non scolarisation des enfants etc.

La façon de découper l'appréciation induit des résultats parfois différents : entre une échelle à 4 items "très satisfait, assez satisfait, assez peu satisfait, et pas du tout satisfait" et une échelle à 6 items, le nombre de satisfaits peut varier de façon importante.

Les conditions de l'enquête comptent également

Le sens d'une question peut varier aussi selon l'actualité.

La tendance est à l'organisation de sondages multiples, sorte de "pots pourris" : en effet, cela permet une fréquence accrue (car l'opinion est volatile) et une meilleure rentabilité (car les sondages coûtent cher). Cependant ceci peut dérouter les personnes, qui agacées "bâclent" leurs réponses.

La relation interviewé-enquêteur est déterminante. Les personnes peuvent être moins sincères lorsqu'elles sont placées face à un enquêteur, ou bien elles vont répondre aux questions de façon conforme alors qu'elles ne le feraient pas forcément dans un autre contexte.

Le questionnaire donne généralement l'illusion d'un consensus sur le problème abordé. Il faudrait préalablement poser la question de la pertinence d'un questionnaire sur tel ou tel problème, c'est-à-dire de l'intérêt personnel

que les individus accordent au thème étudié par l'enquête.

Par ailleurs, les individus de par leurs intérêts, leur niveau de formation, leurs conditions de vie, n'ont pas toujours les connaissances suffisantes pour porter un jugement, ni même pour réfléchir aux questions qui leur sont posées. A l'intérieur d'un pourcentage de "oui" ou de "d'accord", de "satisfaits"... est regroupé un certain nombre d'avis, d'opinions qui ne signifient pas la même chose. Les personnes interrogées répondent de la même façon standardisée (selon les choix possibles, "oui", "non", "plutôt satisfait", etc.) alors que leurs réponses recouvrent des opinions très diverses.

L'objectif peut être multiple : il n'est pas seulement de fournir un résultat mais aussi de répondre aux demandes du commanditaire, qui n'est pas toujours neutre. De façon non consciente, ses préoccupations peuvent transparaître dans la formulation des questions, en n'allant pas au fond des choses ou en « oubliant » les aspects trop négatifs.

La réalisation d'un sondage d'opinion est délicate du fait que l'opinion des individus est difficile à observer et donc à comptabiliser. Dans la mesure où les questions peuvent être mal interprétées ou mal organisées, ou encore trop imprégnées d'idées reçues, en somme peu objectives (de façon intentionnelle ou non), les résultats s'interprètent difficilement.

En résumé, le sujet est complexe et chargé d'enjeux parfois contradictoires. Ainsi, quel sens donner au mot « gouvernance » ? La problématique reste donc parfois au niveau de la définition du contenu de la « chose » à mesurer.

Quels sondages d'opinion en Afrique ?

Sur le plan purement statistique, l'utilisation des techniques de sondage dans les enquêtes a été éprouvée comme un puissant moyen de mesurer des phénomènes dans des délais courts et avec des ressources relativement peu onéreuses. Sous réserves des précautions techniques et déontologiques à respecter, les enquêtes d'opinion doivent avoir droit de cité en Afrique. Moins lourdes à organiser, elles contribuent efficacement à la communication sociale et donnent l'occasion à la « démocratie directe » de s'exprimer librement et aux acteurs de s'informer en vue de prendre des décisions.

La plus grande prudence est cependant nécessaire pour veiller à la confection d'outils de collecte (en commençant par les questionnaires) fondés et surtout fidèles, c'est-à-dire qu'on peut suivre dans le temps. Faute de quoi un double risque apparaît :

- que des résultats mitigés issus de questionnements inadéquats viennent dégrader l'image de marque des démocraties naissantes en Afrique ;
- que l'engouement du début ne se transforme en méfiance si les expériences devenaient trop nombreuses et incontrôlées.

Ceci ne remet pas en cause le développement des enquêtes d'opinion en Afrique mais pose seulement la nécessité d'un cadre de réalisation rigoureux et évaluable à tout moment. Il faut des structures cohérentes et fiables pour organiser les enquêtes, contrôler la collecte des données et évaluer la pertinence des résultats.

Des questionnaires avec quelques questions ouvertes permettront sans doute d'affiner les questionnements futurs, de les rapprocher de la réalité quotidienne des populations, et de découvrir les « idées nouvelles » vers une meilleure anticipation des problèmes à venir.

L'introduction des modules qualitatifs dans les enquêtes auprès des ménages est une expérience à encourager. Mais, ce type d'enquêtes doit reposer sur des méthodologies solides pour que leur crédibilité soit préservée. Le développement de ce type d'outils doit se faire progressivement et des enquêtes panels doivent pouvoir être testées pour étayer les comparaisons temporelles.

Ce développement doit reposer sur deux piliers : (i) des ressources humaines compétentes à tous les stades de ces enquêtes, concepteurs et agents d'enquêtes ; (ii) la diffusion saine des résultats. Ce dernier point mérite qu'on s'y étende, mais l'on se bornera à rappeler une caractéristique importante, parfois oubliée par les statisticiens, qui doit accompagner la diffusion des résultats d'enquêtes statistiques : les résultats d'enquêtes doivent être renseignés, c'est-à-dire être accompagnés des « méta-données » (conditions de l'enquête, taux de non-répondants par strate etc.) afin que tout utilisateur puisse de lui-même apprécier leur qualité et leur valeur. Il y va de la transparence et de la bonne gouvernance.

A une époque où les « nouveaux » concepts font florès autour de la lutte contre la pauvreté, le développement des sondages qualitatifs est irréversible en Afrique : raison de plus pour en approfondir les préceptes et les précautions d'emploi dans le cas de publications. Ces nouveaux outils pourront alors remplir pleinement leur rôle d'auxiliaires de la démocratie, de par l'expression directe des populations qu'elles pourront régulièrement restituer.

Dans les deux précédentes éditions de *La lettre d'AFRISTAT*, nous avons eu le plaisir de vous annoncer que l'équipe d'AFRISTAT s'était renforcée. Nous vous proposons maintenant de faire plus amplement connaissance avec l'assistante de gestion et les quatre experts nouvellement recrutés.

Depuis le 17 juin 2004, M. Abel Nkougourou Ebongué, expert régional du projet pilote relatif à l'amélioration de la qualité des statistiques sur l'emploi et la gestion des systèmes d'information du marché du travail dans cinq pays (Cameroun, Mali, Nigeria, Ouganda et Zambie), projet dont la mise en œuvre a été confiée à AFRISTAT dans le cadre d'un accord de don avec l'ACBF, a pris ses fonctions. De nationalité camerounaise, l'intéressé est ingénieur statisticien et démographe. Avant d'occuper cette fonction, M. Ebongué était consultant indépendant.

M^{lle} Mariam Doucouré a pris ses fonctions d'assistante de gestion de ce projet le 21 avril 2004. De nationalité malienne, M^{lle} Doucouré était auparavant en poste comme comptable dans une société pétrolière à Dakar (Sénégal).

Depuis le 24 mars 2004, M. Gérard Boris Osbert occupe le poste d'expert en statistiques sociales à AFRISTAT. Assistant technique de la Coopération française, M. Osbert, statisticien économiste, vient du Bangladesh où il exerçait en tant que coopérant technique.

MM. Oumarou El Hadji Malam Soule et Djima Moussiliou Moustapha ont pris leurs fonctions d'experts chargés de la mise en œuvre du projet régional de suivi des DSRP et des Objectifs du millénaire pour le développement début avril, mis en œuvre avec l'appui technique et financier du PNUD.

Statisticien économiste de nationalité nigérienne, M. Malam Soule assurait, jusqu'en mars 2004, les fonctions de conseiller technique du Premier Ministre, plus particulièrement chargé des sys-

tèmes d'information et du suivi/évaluation du DSRP.

Ingénieur statisticien de formation, M. Moustapha était, jusqu'en mars 2004, directeur des Statistiques Sociales à l'Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique (INSAE) du Bénin. A ce titre, il a notamment assuré la coordination de la composante 2 (Enquêtes auprès des ménages) de l'Observatoire du Changement Social (OCS) dans le cadre du mécanisme de suivi et évaluation du DSRP.

Nomination d'un nouveau coordonnateur de département à AFRISTAT

M. Eloi Ouedraogo, expert en statistiques agricoles, a été nommé coordonnateur du

département des enquêtes et statistiques en remplacement de M. Prosper Backiny-Yetna

qui a quitté AFRISTAT au mois de février 2004.

Visites

♦ M. Jean-Claude Piet, chef du Service de Coopération et d'Action Culturelle à l'ambassade de France à Bamako a rendu visite, le 10 juin 2004, à la Direction générale d'AFRISTAT où il a été reçu par M. Martin Balépa, Directeur Général. A cette occasion, il a rencontré les assistants techniques français présents à AFRISTAT et effectué une visite des locaux de la Direction Générale.

♦ Dans le cadre de la préparation de la neuvième réunion du Conseil scientifique d'AFRISTAT qui se tiendra du 4 au 6 octobre 2004, M. Jean-Louis Bodin, président dudit Conseil, a séjourné à Bamako du 24 au 28 mai 2004.

♦ M. Jean Le Nay, du Département des Affaires Economiques et Sociales du PNUD à New York, a rendu visite à la Direction générale d'AFRISTAT le 20 avril 2004 dans le cadre de la mise en

œuvre du projet de suivi régional des DSRP et des OMD.

♦ M. Jean-Pierre Cling, Directeur Général de DIAL, a profité de l'organisation du séminaire international sur la gouvernance au Mali pour rendre visite à la Direction générale d'AFRISTAT le 9 juin 2004. Au cours de sa visite, il a discuté, avec M. Balépa, du partenariat futur entre DIAL et AFRISTAT.

Stage

La Direction générale accueille, du 2 juin au 30 août 2004, M^{me} Oumy Sarr dans le cadre du stage de fin de for-

mation de DESS de gestion de politique économique de l'université de Côte d'Ivoire. M^{me} Sarr travaille sur le

thème : interactions entre les fluctuations conjoncturelles et dynamique de la croissance à moyen terme.

Activités de la Direction Générale

Treizième session du Conseil des Ministres d'AFRISTAT

La 13^{ème} session du Conseil des Ministres d'AFRISTAT s'est tenue le 14 avril 2004 à Brazzaville. Présidée par M. Paul-Antoine Bouhoun Bouabré, Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie et des Finances de Côte d'Ivoire, cette session était essentiellement consacrée aux activités réalisées au

cours des 6 derniers mois par le Comité interministériel chargé de la reconstitution des ressources propres d'AFRISTAT. Les débats ont donné lieu à d'importantes orientations en vue de la mobilisation des contributions des Etats membres ainsi que des financements extérieurs.

Enfin, au cours de cette session, M. Birimpo Lompo, de nationalité burkinabé, a été nommé Directeur Général Adjoint d'AFRISTAT pour un mandat de quatre ans à compter du 2 juillet 2004.

Reconstitution des ressources propres d'AFRISTAT

Une délégation commise par le ministre malien de l'Economie et des Finances, comprenant M. Martin Balépa, Directeur Général

d'AFRISTAT, s'est rendue à Tunis les 7 et 8 avril 2004 pour rencontrer les responsables de la Banque africaine de Développement afin d'étudier

la possibilité pour la BAD de participer au futur Fonds et d'en assurer la gestion.

Séminaire Conjoncture et Prévision

Du 14 au 18 juin 2004, s'est tenu à Bamako, un séminaire sur la conjoncture et la prévision à court terme pour les Etats d'Afrique de l'Ouest,

riode 2004-2005. On doit constater que l'exercice est à chaque fois mieux maîtrisé par les représentants tant du point de vue technique que de

d'un séminaire de formation à la création des sites Internet (voir Mise en place des sites Internet autonomes des INS) a permis d'effectuer une

membres d'AFRISTAT

T. Financé par la Coopération française et AFRISTAT, il a donné une nouvelle fois l'occasion aux participants de présenter l'état de la

conjoncture économique de leur pays ainsi que les résultats prévisionnels pour la pé-

la communication.

L'organisation à Bamako, au cours de la même semaine,

ns conjoncturelles par voie électronique.

séance commune consacrée à la confrontation des besoins et des contraintes respectifs de chacun dans l'objectif d'améliorer la mise à disposition d'informatio

Ce qui s'est dit

Dans les pays dont la monnaie est liée à l'Euro (UEMOA et Cap-Vert), la chute récente du dollar et l'abondance des récoltes passées entraînent une baisse du niveau général des prix par rapport à 2003. Cette tendance pourrait se retourner en cas de récoltes 2004 moins favorables que l'année passée et surtout si les tensions actuelles sur le prix du pétrole se prolongeaient.

La désinflation et la bonne orientation des cours de la plupart des matières premières exportées soutiennent un bon rythme d'activité au premier semestre. Toutefois, en Côte d'Ivoire, après une bonne reprise au second semestre 2003, les résultats industriels du premier trimestre sont de nouveau nettement en retrait.

La Mauritanie et la République de Guinée, dont les monnaies ont suivi assez étroitement le cours du dollar dans la période récente, enregistrent au contraire de fortes poussées inflationnistes, dès 2003 pour ce qui concerne la Guinée, au début de 2004 pour la Mauritanie.

Projet Fonds de Développement Institutionnel de la Banque mondiale

La Banque mondiale a accordé un don à AFRISTAT dans le cadre du Fonds de Développement Institutionnel (IDF) pour le suivi et l'évaluation de la pauvreté dans les Etats membres d'AFRISTAT. De

façon spécifique, il s'agira de mettre en place les outils statistiques à AFRISTAT et dans les Etats membres permettant de collecter les données statistiques pour l'analyse de la pauvreté et établir

les lignes et cartes de pauvreté. Les activités de ce projet devraient démarrer à partir de septembre 2004.

Mise en œuvre du SGDD

La poursuite, pour la période avril 2004-mars 2005, du programme de mise en œuvre des plans d'amélioration des statistiques du secteur réel décrits dans les méta données SGDD a été formalisée par la signature d'un accord de fourniture d'assistance technique entre le Fonds monétaire international et AFRISTAT. Ce contrat, quatrième du genre, couvre les Etats membres de l'UEMOA, la Guinée et la Mauritanie.

Au cours de ce trimestre, des appuis ont été apportés au Burkina Faso, à la Côte d'Ivoire, au Mali, à la Mauritanie et au Niger.

Au **Burkina Faso**, la formation des cadres de l'Observatoire de l'Emploi et de la Formation aux concepts et indicateurs de l'emploi et du secteur informel a fait l'objet d'une mission réalisée à Ouagadougou du 27 mars au 2 avril 2004 par l'expert en statistiques agricoles.

L'expert en enquêtes auprès des ménages s'est également rendu à Ouagadougou du 7 au 18 juin 2004 auprès de l'Institut National de la Statistique et de la Démographie du Burkina Faso. Il s'agissait d'apporter une assistance technique à l'équipe en charge de l'apurement des données de l'enquête sur la consommation des ménages, troisième phase de l'enquête sur l'emploi, le secteur informel et les conditions de vie des ménages (enquête de type 1.2.3 réalisée dans six des huit Etats membres de l'UEMOA entre 2001 et 2003). Auparavant, entre le 24 mai et le 4 juin 2004, il avait, sur le même thème, apporté son

appui à l'équipe de la Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique du **Mali** en charge du traitement des données de l'enquête.

Un expert en comptabilité nationale s'est rendu à Nouakchott (**Mauritanie**) du 18 mai au 1^{er} juin 2004. Cette mission qui s'inscrit dans le cadre de la rénovation des comptes nationaux mauritaniens avec le module ERETES a permis de préparer la synthèse des comptes de la première année courante.

Un expert en comptabilité nationale d'AFRISTAT a réalisé du 4 au 18 juin 2004 une mission après de la Direction de la Statistique et des Comptes Nationaux du Niger afin d'assister les comptables nationaux nigériens dans leurs travaux sur les données sources de la première année courante (2001) de comptes avec le module ERETES. Avant cela, le tableau des comptes économiques intégrés de

l'année de base (2000) avait été finalisé.

L'expert en statistiques du secteur productif s'est rendu à Abidjan du 7 au 12 juin 2004 afin d'évaluer l'avancement du projet de refonte de l'indice de la production industrielle mise en œuvre par l'Institut National de la Statistique de la **Côte d'Ivoire**. Cette mission d'assistance technique a permis d'établir l'état d'avancement des travaux d'enrichissement de la base de sondage qui ont été réalisés depuis la dernière mission, en octobre 2003, et de développement de l'application informatique spécifique de traitement, de calcul et de diffusion de l'indice de la production industrielle. Sur cette dernière, des recommandations ont été formulées pour améliorer la sécurité et l'ergonomie et l'estimation du temps nécessaire aux développements correspondants a été effectuée.

Mise en œuvre du programme de suivi régional des DSRP et des OMD

Les activités prévues dans le cadre de ce projet, dont la mise en œuvre a été confiée à AFRISTAT par le PNUD, ont démarré avec une série de missions circulaires visant globalement à recueillir des informations complémentaires par rapport à celles disponibles à AFRISTAT. Les objectifs de ces missions, réalisées par les deux experts chargés de la mise en œuvre du projet, peuvent être résumés en trois points :

(i) présenter les objectifs et la démarche conceptuelle du projet aux différents acteurs ;
(ii) recueillir des informations sur les principales difficultés qui ont marqué et/ou qui marquent la formulation, la mise en œuvre des DSRP et la réalisation des OMD, examiner les difficultés de la coordination statistique (ancrage institutionnel, niveau de responsabilisation, textes réglementaires, clarification des rôles des acteurs, ressources, etc.) ; (iii) identifier les points

focaux nationaux et leur préciser le cahier des charges éventuel sur les activités à mener.

Ces missions se sont rendues à Praia (**Cap-Vert**), du 6 au 10 juin, Brazzaville (**Congo**) du 7 au 12 juin, Conakry (**Guinée**), du 12 au 17 juin, Nouakchott (**Mauritanie**) du 19 au 23 juin, N'djamena (**Tchad**) du 18 au 25 juin, Lomé (**Togo**), du 25 au 30 juin et Ouagadougou (**Burkina Faso**), du 1^{er} au 2 juillet 2004.

Autres missions d'appui des experts d'AFRISTAT

Burkina Faso

◆ Dans le cadre de la rénovation des comptes nationaux au Burkina Faso, un expert en comptabilité nationale s'est rendu auprès de l'Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD) du 27 mars au 10 avril. Cette mission, financée par le Fonds AFRISTAT, a permis d'achever le travail de traitement des sources sur la première année courante (2000) de comptes avec le module ERETES et de former les comptables nationaux à l'élaboration des équilibres ressources – emplois et des comptes de branche en année courante.

Burundi

◆ La mise en place d'un système de suivi et d'évaluation de la pauvreté au Burundi a fait l'objet de la signature d'un contrat entre la représentation résidente du PNUD au **Burundi** et AFRISTAT. Ce contrat s'inscrit dans le cadre d'un projet plus vaste qui comprend deux autres sous-systèmes « suivi du CSLP » et « évaluation des politiques ». L'expert en enquêtes sociales et l'un des experts chargé de la mise en œuvre du projet régional du PNUD se sont rendus à **Bujumbura** respectivement du 16 au 30 avril et du 26 juin au 9 juillet 2004. La seconde mission permettra de proposer une liste d'indicateurs pour le suivi du CSLP et des OMD, d'identifier les sources des données et la fréquence dans la production des indicateurs, d'examiner les méthodes de collecte des indicateurs et le niveau de désagrégation des données (sexe, âge, région).

Cameroun

◆ L'expert en macro économie s'est rendu auprès de la Direction de la Statistique et des Comptes Nationaux du Cameroun du 7 au 16 avril 2004 dans le cadre de la refonte de la publication conjoncturelle. Un numéro 0 du bulletin de conjoncture a pu être produit. Le calendrier de diffusion des 3 premiers numéros de ce bulletin et de publication de la note de conjoncture a été établi.

Congo

◆ Un expert statisticien informaticien a, du 16 au 23 avril, apporté une assistance technique au CNSEE du **Congo** pour les travaux informatiques préparatoires à l'enquête congolaise sur la pauvreté (ECOM).

Côte d'Ivoire

◆ A la demande de l'ENSEA d'Abidjan, un cours de statistiques agricoles a été dispensé aux élèves ITS en fin de cycle par l'expert en statistiques agricoles d'AFRISTAT. Ce cours qui se veut pratique a couvert les questions de concepts et définitions des statistiques agricoles, de méthodologies de collecte de données sur la production végétale en général, le maraîchage et les fruits en particulier, et l'élevage avec un accent sur les nouveaux outils de collecte (télétection, GPS, etc.).

Guinée

◆ Les deux experts statisticiens informaticiens se sont rendus à Conakry du 21 au 25 juin 2004 dans le cadre du projet de mise en place de bases de données financé par la Banque mondiale.

Guinée Equatoriale

◆ L'expert en analyse de la pauvreté a effectué une mission d'appui technique auprès de la Direction générale de la Statistique et de la Comptabilité Nationale planification de **Guinée Equatoriale**. Cette mission, qui s'est déroulée du 15 au 29 mai 2004, a été financée sur le Fonds AFRISTAT. Elle a permis de clarifier les orientations méthodologiques des termes de référence d'un projet d'étude devant aboutir à la réalisation d'une enquête nationale pour l'évaluation de la pauvreté et d'examiner les conditions de l'extension du champ de l'indice des prix à la consommation à l'ensemble du pays.

Mali

◆ Un expert en comptabilité nationale s'est rendu auprès de la Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique du **Mali** du 13 au 23 avril, puis du 10 au 14 mai 2004 afin d'appuyer les comptables nationaux maliens dans leurs travaux de traitement des données sources relatives à la deuxième année courante (1999) de comptes avec le module ERETES.

Togo

◆ Un expert en comptabilité nationale s'est rendu auprès de la Direction Générale de la Statistique et des Comptes Nationaux du **Togo** du 29 avril au 13 mai, puis du 18 au 27 juin 2004. Il s'agissait de faire l'analyse des grandeurs macro économiques en phase de première centralisation et de réaliser la présynthèse des comptes nationaux de l'année de base 2000 avec le progiciel ERETES. Cette mission a été assurée grâce à un financement du PNUD.

Accueil de missions d'études à Bamako

◆ Le chef du service conjoncture de l'Office National de Statistique de Mauritanie a effectué une mission d'étude auprès de la Direction générale d'AFRISTAT du 3 au 7 mai 2004. Encadré par l'expert en macro économie et

un expert informaticien, il a travaillé sur la forme du Bulletin de conjoncture et sur les aspects liés aux bases de données. Cette mission d'étude a été financée par le SCAC de l'ambassade de France de Nouakchott.

◆ Une mission constituée de huit comptables nationaux de la Direction Générale de la Statistique et des Etudes Economiques (DGSEE) du Gabon a été accueillie à la Direction générale d'AFRISTAT du 3 au 7 mai 2004 pour suivre une

formation aux travaux en phase décentralisée avec le module ERETES. Une présentation du SCN93 a été réalisée à cette occasion. Cette mission a été financée par le SCAC de Libreville dans le cadre d'une convention tripartite associant la DGSEE et AFRISTAT.

♦ Deux cadres de l'Office National de Statistique de Mauritanie ont effectué une mission auprès de la Direction générale du 1^{er} au 10 juin 2004. Ils s'agissait pour eux de poursuivre les travaux

entamés au cours de la mission réalisée par un expert comptable national à Nouakchott (Cf. mise en œuvre du SGDD) : la synthèse des comptes de la première année courante a pu être réalisée à prix courant et à prix constant.

Mise en place des sites Internet autonomes dans les INS

Les missions d'assistance technique pour les pays du second groupe (Cap-Vert, Centrafrique, Congo, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Niger, Tchad et Togo), dans le cadre du volet diffusion des données du Fonds de solidarité prioritaire (Renforcement des capacités statistiques) se sont poursuivies. Tous les pays ont été visités, excepté la Centrafrique, dont

la représentante au séminaire sur les sites Internet, avait, sur demande de la Direction générale d'AFRISTAT, avancé son arrivée d'une semaine. Ledit séminaire était axé sur la formation à la création des sites Internet. Il s'est déroulé du 7 au 18 juin 2004 à Bamako avec la participation de ces Etats. Les travaux ont permis de finaliser une version provisoire des sites Internet, pour

une mise en ligne en juillet 2004. Concernant la première vague de pays, il faut relever que tous les sites sont maintenant accessibles et ce, même si l'actualisation des données statistiques est en cours. Nous vous invitons à prendre connaissance des adresses Internet de ces sites à la fin de ce numéro.

Activités internationales

Participation d'AFRISTAT aux réunions et séminaires internationaux

♦ **M. Eloi Ouedraogo** a participé à Ouagadougou (**Burkina Faso**) du 3 au 9 avril à la formation régionale ECOLOC «relance des économies locales», organisée par le Partenariat pour le Développement Municipal (PDM) à l'intention des consultants potentiels pour la conduite des études ECOLOC. Il a pris part à la session sur la collecte des données en présentant notamment une communication sur la méthodologie et le dispositif des enquêtes 1-2-3 sur le secteur informel.

♦ **M. Christian Girier** a représenté la Direction générale au séminaire organisé par le Secrétariat exécutif de la CEMAC sur le thème de la convergence communautaire qui s'est tenu à Douala (**Cameroun**) du 5 au 9 avril 2004. Il y a présenté une communication sur les prévisions à moyen terme dans le secteur réel.

♦ **MM. Hubert Gbossa** et **Ousman Koriko** ont participé à la première réunion des

consultants du projet d'harmonisation des statistiques des Etats de la CEDEAO (ECOSTAT) qui s'est tenue, du 20 au 23 avril 2004, à Accra (Ghana).

♦ **MM. Martin Balépa**, Directeur Général d'AFRISTAT et **Gabriel Doffou** ont participé du 24 avril au 4 mai 2004 à Yaoundé (**Cameroun**) au troisième séminaire régional du programme de comparaison internationale pour l'Afrique (PCI-Afrique) financé par la BAD. Trois réunions et un atelier se sont déroulés au cours de ce séminaire, à savoir la réunion du Conseil de gestion du PCI-Afrique, la réunion des Directeurs des instituts nationaux de statistiques (INS), la réunion des coordonnateurs et leurs adjoints sur les aspects techniques relatifs au calcul des parités de pouvoir d'achat (PPA) et l'atelier de formation sur les méthodes de calcul des indices de prix. Dans sa mise en œuvre, le PCI-Afrique fera intervenir des organisa-

tions sous-régionales telles que AFRISTAT, la COMESA, la CEDEAO et la SADC qui assisteront les pays dans les différents travaux de calcul des parités de pouvoir d'achat, organiseront au niveau régional des ateliers de formation et superviseront au plan technique et logistique le programme PCI-Afrique.

♦ **M. Pierre Beziz** a animé une session sur les bases de données lors de la formation sur les systèmes d'information de marché organisée par l'IFDC (International Fertilizer Development Center) à Lomé (**Togo**) du 3 au 7 mai 2004.

♦ **M. Martin Balépa** a participé à la première réunion de l'ABSA (Advisory Board on Statistics in Africa) et à la première édition du Forum pour le Développement de la Statistique en Afrique (FASDev) qui se sont tenues entre le 10 et le 13 mai 2004 à Addis-Abeba (Ethiopie) sous le co-partenariat de la Commission Economique pour l'Afrique (CEA), de la BAD et

de Paris²¹. L'élaboration d'un cadre stratégique de développement de la statistique en Afrique pour les prochaines années constituait un des principaux points à l'ordre du jour de ces réunions.

♦ **M. Hubert Gbossa**, a représenté la Direction générale d'AFRISTAT à la réunion du Comité scientifique de l'Institut Sous-régional de Statistique et d'Économie Appliquée (ISSEA) qui s'est tenue du 24 au 28 mai 2004 à Yaoundé. L'examen et l'adoption des programmes d'enseignement pour la filière ISE (ingénieur statisticien économiste) qui s'ouvrira prochainement, constituait le principal point à l'ordre du jour.

♦ **MM. Eloi Ouedraogo, Gérard Osbert et Siriki Coulibaly** ont participé à la préparation du séminaire international « Gouvernance,

démocratie et lutte contre la pauvreté au Mali » qui s'est tenu les 11 et 12 juin 2004 à Bamako. A cette occasion, sur le thème des dispositifs d'étude de l'opinion publique en Afrique, **M. Martin Balépa**, a présenté une contribution ayant pour sujet « Les sondages d'opinion, auxiliaires de la démocratie et de la bonne gouvernance en Afrique : intérêt et risques ».

♦ **M. Martin Balépa**, a participé à la réunion du comité de pilotage de Paris²¹ qui s'est le 14 juin 2004 à Paris.

♦ **M. Hubert Gbossa** a participé à la réunion des gouverneurs des banques centrales de l'Afrique de l'Ouest sur le thème de la convergence économique et monétaire dans la perspective de la monnaie unique en Afrique de l'Ouest. Cette réunion a été précédée les 14 et 15

juin 2004 d'un atelier technique de l'Agence Monétaire Ouest Africaine (AMAO).

♦ **M. Hubert Gbossa** a représenté la Direction générale à la réunion du Comité Technique de Suivi du programme d'appui de l'Union européenne à la Commission de l'UEMOA qui s'est tenue du 28 au 30 juin 2004 à Cotonou.

♦ **M. Martin Balépa** a pris part à la 16^{ème} session de la Conférence des Directeurs des Écoles de Statistique Africaines (CODESA) qui s'est déroulée le 30 juin 2004 à Paris. Auparavant, il aura participé au séminaire sur l'évaluation à mi-parcours du Schéma Directeur de la Statistique de Mauritanie, le 27 juin 2004 à Nouakchott, au cours duquel il a présenté le rapport d'évaluation à mi-parcours de la mise en œuvre du schéma.

Echos des instituts nationaux de statistique

Bénin

Depuis le 21 avril 2004, M. Cosme Z. Vodounou, docteur économètre statisticien, ancien Directeur des Etudes Démographiques (DED) de l'Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique (INSAE) du Bénin, a succédé à M. Maurice D. Bankolé en tant que Directeur Général.

La Direction générale d'AFRISTAT adresse ses plus profonds remerciements à l'attention de M. Bankolé, jusque là doyen des directeurs des INS des Etats membres d'AFRISTAT, pour sa participation constante et professionnelle aux instances statutaires de l'Observatoire depuis sa création.



M. Maurice Dossou Bankolé

A l'endroit de M. Vodounou, la Direction générale d'AFRISTAT adresse ses vives félicitations et lui souhaite plein succès dans ses nouvelles fonctions.



M. Cosme Z. Vodounou

Cameroun

♦ L'Institut National de la Statistique entreprend de réaliser un recensement des statisticiens et démographes camerounais en activité dans les administrations publiques, parapubliques, privées et les organisations internationales conformément à une résolution du dernier Conseil National de la Statistique.

L'objectif de cette opération est de faire le point de la situation et d'évaluer le potentiel en personnel qualifié dans

le domaine de la statistique officielle au Cameroun, en terme de qualité et de quantité. Cette étude permettra par ailleurs de mener des réflexions en vue d'une allocation optimale de ce personnel dans l'ensemble du système national d'information statistique.

La période programmée pour cette opération s'étend de juin à juillet 2004.

♦ *L'enquête sur la suivi des dépenses publiques et la satisfaction des bénéficiaires dans les secteurs de l'Éducation et de la Santé* s'est poursuivie avec la collecte de la deuxième phase du volet Education. Le traitement informatique s'est achevé et les premiers résultats d'analyse sont attendus courant juillet 2004.

En rappel, la première phase – Volet santé – a fait l'objet d'un atelier de validation des résultats, tenu du 13 au 14 avril 2004. A l'issue de la rencontre, un plan d'actions prioritaires à soumettre au Gouvernement a été adopté. Les

recommandations émanant d'une part des informations collectées sur le terrain et d'autre part de l'analyse par des experts des questions budgétaires et de la santé publique devront permettre d'améliorer l'efficacité des services de Santé au Cameroun.

Mauritanie

◆ Suite à la déclaration d'intention formulée en mars 2004 par les autorités mauritaniennes, une mission du FMI composée de quatre experts a séjourné à Nouakchott du 14 au 28 avril 2004 pour appuyer les administrations concernées à élaborer les méta données dans le cadre de l'adhésion au Système Général de Diffusion des Données (SGDD).

◆ L'ONS a organisé une journée de dissémination de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation le 16 juin 2004. Cette activité a permis à l'ONS de présenter cet outil à un large. Plusieurs partenaires représentés à Nouakchott ont pris part à cette journée, parmi lesquels on peut citer l'Union Européenne qui était le principal bailleur de fonds de ce projet, la Banque Mondiale, le FMI et la Coopération Française.

◆ Un séminaire sur l'évaluation à mi-parcours du Schéma Directeur de la Statistique a été organisé les 27 et 28 juin 2004 à Nouakchott auquel ont pris part AFRISTAT, Paris21 et l'ensemble des partenaires au développement représentés à Nouakchott.

Niger

◆ La loi portant sur l'organisation de l'activité statistique et créant l'Institut National de la Statistique du Niger a été adoptée par l'Assemblée Nationale de la République du Niger le 30 mars 2004. Cette loi dans son premier volet définit les principes fondamentaux et le cadre institutionnel qui régissent les activités des services et organismes chargés de la production et de la diffusion des statistiques publiques. Elle traite aussi du fonctionnement général du Système Statistique National et du Conseil National de la Statistique, du secret statistique et de l'obligation de répondre aux enquêtes et recensements statistiques et du droit d'utilisation des fichiers administratifs à des fins statistiques.

Le second volet de cette loi est relatif à la création de l'Institut National de la Statistique. Constitué en établissement public à caractère administratif (EPA), il est placé sous la tutelle du Ministre en charge des Finances. Il est administré par un conseil d'administration et dirigé par un Directeur Général, assisté d'un Secrétaire Général. Le statut, les attributions et le fonctionnement de l'Institut National de la Statistique seront fixés par un décret.

Togo

◆ Du 8 avril au 8 mai 2004, la Direction Générale de la Statistique et de la Comptabilité Nationale a réalisé l'Enquête de Structure auprès des Entreprises Industrielles dans le cadre du Programme d'Appui au Renforcement des Capacités de Gestion du Développement et de la Bonne Gouvernance (Projet PNUD TOG/00/002). Cette

TOG/00/002). Cette enquête a porté sur 185 entreprises de production industrielle échantillonnées à partir de la base de sondage issue du recensement des entreprises industrielles, commerciales et de services réalisé entre août et septembre 2003 sur l'ensemble du territoire national. L'enquête de structure des entreprises permettra de disposer des informations fiables sur tous les intrants entrant dans la production en quantité et en valeur, les produits en détail en quantité et en valeur, les investissements, les structures de la main d'œuvre et des salaires versés et la répartition détaillée du chiffre d'affaires et des charges d'exploitation. Cette opération permettra ainsi de conforter les agrégats de la comptabilité nationale et d'élaborer sur une base fiable l'indice harmonisé de la production industrielle (IPI), expressément recommandé dans les Etats membres de l'UEMOA.

◆ Dans le cadre des rencontres techniques en vue d'améliorer la qualité des productions statistiques de la Direction Générale de la Statistique et de la Comptabilité Nationale (DGSCN), un atelier de validation des rapports sur les comptes nationaux s'est tenu les 3 et 4 juin 2004 à Agoé-Nyivé (banlieue de Lomé). Cet atelier, organisé par la DGSCN et soutenu financièrement par le PNUD-Togo à travers le projet « Programme d'Appui au Renforcement des Capacités de Gestion du Développement et de la Bonne Gouvernance (PRCGDBG) », a connu la participation d'une quinzaine de cadres de la DGSCN.

Réunions, ateliers et séminaires à venir

**Réunion du Comité d'orientation AFRITAC
Ouest**
Bamako, 8 juillet 2004

**Atelier sur les statistiques sur la pauvreté
dans la Communauté Economique de
l'Afrique de l'Ouest**
Abuja, 26-20 juillet

Atelier ERETES,
Libourne, 13-17 septembre 2004

Réunion des ministres de la zone franc
Paris, 23 septembre 2004

**Réunion du Groupe de Paris sur la mesure
du temps de travail**
Lisbonne, 29 septembre-1^{er} octobre 2004

**9^{ème} réunion du Conseil scientifique
d'AFRISTAT**
Bamako, 4-6 octobre 2004

**10^{ème} réunion du Comité de Direction
d'AFRISTAT**
Nouakchott, 18-20 octobre 2004

Adresses Internet de quelques sites d' Etats membres d'AFRISTAT

Institut national de la statistique	Adresse
Institut national de la statistique et de l'analyse économique du Bénin	www.insae.bj
Institut national de la statistique et de la démographie du Burkina Faso	www.insd.bf
Institut national de la statistique du Cap Vert	www.ine.cv
Institut national de la statistique de Côte d'Ivoire	www.ins.ci
Direction de la statistique et de la comptabilité nationale du Cameroun	www.statistics-cameroon.cm
Direction générale de la statistique et des études économiques du Gabon	www.stat-gabon.ga
Direction nationale de la statistique et de l'informatique du Mali	www.dnsi.gov.ml
Office national de la statistique de Mauritanie	www.ons.mr
Direction de la Prévision et de la Statistique du Sénégal	www.stat.sn

La Direction générale d'AFRISTAT souhaiterait plus particulièrement attirer votre attention sur deux sites. Celui de l'Institut national de la statistique du Cap Vert, développé de façon autonome, présente l'originalité de permettre l'interrogation dynamique de

bases de données, fonctionnalité qui autorise la diffusion rapide et personnalisable de l'information statistique. D'autre part, la direction de la statistique et de la prévision du Sénégal consent des efforts importants pour maintenir régulièrement à jour son site, ce qui permet aux utilisateurs

d'accéder à l'information la plus récente pour un suivi optimal de l'actualité statistique et de l'évolution économique au Sénégal.

La Direction générale d'AFRISTAT encourage tous les Etats à suivre ces exemples.

Microsoft Internet Explorer

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE
NATIONAL INSTITUTE OF STATISTICS

REPUBLIQUE DE CAMBODGE
Kingdom of Cambodia

Actualité | Contact | Services

Rechercher :

LE DIRECTEUR VOUS SOUHAITE LA BIENVENUE SUR LE SITE WEB

Services

- Assurer la coordination des activités du système national d'information statistique.
- Assurer la disponibilité des données et les indicateurs statistiques nécessaires à la gestion économique et sociale.
- Assurer la coordination des travaux des établissements et organismes rattachés aux administrations publiques et des organismes adossés ou contrôlés par l'Etat.
- Assurer le développement des activités statistiques et les recherches économiques et promouvoir la formation de personnel spécialisé pour le fonctionnement du système national d'information statistique.

Site Web

1 page, 1000 octets de 24 de 2000 octets (1 page) 2004

Microsoft Internet Explorer

MINISTRE DE LA PLANIFICATION ET DE LA PROGRAMMATION
REPUBLIC DU BURUNDI

DIRECTION GENERALE DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES

Sommaire

Informations générales

Statistiques

Publications

Services

Liens utiles

2004

1 page, 1000 octets de 24 de 2000 octets (1 page) 2004

Microsoft Internet Explorer

REPUBLIQUE DU MALI

DIRECTION NATIONALE DE LA STATISTIQUE ET DE L'INFORMATIQUE

Bienvenue à la DNSI du Mali

1998 BP 11
Boulevard de l'Indépendance, Point E
TÉL : (203) 202 04 55 (221) 202 46 73
FAX : (203) 202 43 75
E-mail : dps.mali@afristat.org

1 page, 1000 octets de 24 de 2000 octets (1 page) 2004

Microsoft Internet Explorer

REPUBLIQUE DU SENEGAL

DIRECTION DE LA PREVISION ET DE LA STATISTIQUE

Sommaire

Informations générales

Statistiques

Publications

Services

Liens utiles

2004

1 page, 1000 octets de 24 de 2000 octets (1 page) 2004

Site officiel de la Direction de la prévision et de la statistique du Sénégal - Microsoft Internet Explorer

Microsoft Internet Explorer

http://www.abat.sen

REPUBLIQUE DU SENEGAL

MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION DE LA PREVISION ET DE LA STATISTIQUE

Sommaire

- Senegal en bref
- Présentation de la DPS
- Système statistique
- Données statistiques
- Système général de diffusion des données
- Le DSRP
- Autres projets en cours
- Publications
- Abonnement
- Réseau AFRISTAT
- Liens
- Plan du site

Mise à jour : 18/06/2004

Ce site fait partie du réseau AFRISTAT



DIRECTION DE LA PREVISION ET DE LA STATISTIQUE
Boulevard de l'est - Point E - Dakar. BP 116
Téléphone (221) 824 03 01 - Fax (221) 824 90 04 / 01
Contact dps@dps.finances.gouv.sn

1 page, 1000 octets de 24 de 2000 octets (1 page) 2004

La lettre d'AFRISTAT peut être obtenue gratuitement sur demande, et est disponible sur <http://www.afristat.org>

Directeur de publication : Martin BALEPA
Comité de rédaction : Martin BALEPA, Fatima BOUKENEM,
Siriki COULIBALY, Patrick HERNANDEZ

Maquette et impression : IMPRIM COLOR Bamako
ISSN 1561-3739